



16th International Summer School 2010

European Ph.D. on
Social Representations and Communication
At the Multimedia LAB & Research Center, Rome-Italy

"Social Representations and Sciences"

16th - 27th July 2010

http://www.europhd.eu/html/_onda02/07/18.00.00.00.shtml

Scientific Material



European Ph.D

on Social Representations and Communication

www.europhd.eu

sous la direction de
Catherine Garnier et Willem Doise

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Balisage du domaine d'études



Éditions
Nouvelles

division de Production et Édition ASMS Inc.

2605, rue Curatteau ♦ Montréal, Qc H1L 6H6
Tél.: (514) 355-9718 ♦ Téléc.: (514) 355-0214



Canada

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'Aide au Développement de l'Institut de l'Édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

Conception graphique: Double-V arts graphiques
Sculpture de la page couverture: *Sente*, par Pierre Selva (1989)

© Copyright – Montréal 2002
Éditions Nouvelles AMS

Dépôt légal: 4^e trimestre 2002
Bibliothèque Nationale du Canada
Bibliothèque Nationale du Québec

ISBN: 2-921696-85-1



Toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé que ce soit, notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite

Adrian NECULAU

Université Alexandru Ioan Cuza

LE CONTRÔLE DU CONTEXTE POLITIQUE ET LA MANIPULATION DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Ce qui me frappe dans le monde des chercheurs sur les représentations sociales, c'est la constatation que tous les chercheurs soulignent l'importance du contexte social dans les représentations sociales, et que cette variable traitée de manière «objective» porte l'empreinte de la neutralité. Néanmoins, je veux démontrer comment, dans un certain contexte politique, l'idée de représentation pose plusieurs difficultés.

1. RÔLE DU CONTEXTE POLITIQUE

C'est S. Moscovici qui l'a dit pour la première fois: les représentations sociales sont «des aspects du milieu social»; elles sont des produits du contexte social, étant générées de manière collective. Les représentations sociales et les idéologies sont les produits de certains groupes, classes sociales et cultures. Par ailleurs, il est aussi vrai que des régimes totalitaires et post-totalitaires s'appuient sur le développement des systèmes sociaux caractérisés par l'uniformité de pensée, de communication et de discipline. Pour qu'ils puissent se perpétuer, les systèmes totalitaires et post-totalitaires stimulent la «non-pensée» et un langage de la «non-communication», tout cela englobé dans un système de règles et d'instructions prescrites dans des «tableaux d'orientation» et dans des «répertoires d'indications». De la sorte, l'individu «adapté» n'a pas un discours normal, il ne communique point, mais il cherche la juste formule, en temps opportun.

Dans un texte publié en 1991 (*Connexions*, n° 58), j'ai essayé d'identifier les mécanismes qui ont rendu possible la réalisation de ce programme d'annihilation de la pensée libre et de l'initiative: création de modèles nouveaux et adéquats d'organisation, rigides, dirigés, véritables appareils destinés au contrôle total de l'individu, généralisation de la peur, stimulation de la délation, ritualisation et bureaucratie.

En Roumanie, a ainsi pris forme une catégorie d'individus sans autres repères intellectuels ou moraux que ceux fournis et définis par le système. Cette catégorie, minoritaire au début du régime, s'est considérablement élargie, devenant, avec le temps, majoritaire, dominante, se suffisant à elle-même, ignorant la minorité intellectuelle qui s'alimente d'autres valeurs, démocratiques et pluralistes.

La thèse des «deux Roumanies» lance l'idée que de la succession des générations de 1945 à 1989 est né un «peuple nouveau», éduqué dans le système de structures et de valeurs artificiellement inventées par le régime communiste, convaincu qu'il a vécu dans un ordre parfait, pour lequel la «normalité» est celle de la vie qu'il a connue et la cohérence du milieu sociocognitif qui l'a vu naître et l'a formé. L'homme ordinaire n'a connu qu'une seule réalité, parfaitement délimitée et contrôlée, et il n'a pu s'imaginer qu'il y avait des alternatives.

La tolérance de ces gens envers leur propre lâcheté et leur conformisme paraît donc explicable (Mungiu, 1995, p. 65). Ils n'ont pas connu autre chose, leur niveau d'information s'est volontairement limité à ce qu'on leur a offert.

Le système de formation, les institutions et les organisations se sont ajustés pour créer un individu qui accepte ce qu'on lui offre. Un individu qui n'a pas besoin d'autre chose, qui ne voit pas l'importance d'un changement susceptible de bouleverser ses habitudes, d'amener un état d'inconfort!

2. MÉCANISMES DU CONDITIONNEMENT SOCIAL ET IDÉOLOGIQUE

Les chercheurs du phénomène de changement ont démontré qu'une façon d'obtenir une réaction contrôlée de la part de l'acteur social est de recourir à une information sélectionnée et dirigée et en la situant dans des contextes modelés par les gardiens de la conscience. Pour stimuler l'élaboration et la fixation des représentations communes, la «solution» est de grouper les individus contrôlés dans des structures créées artificiellement pour des actions collectives aux buts obscurs.

Si le processus de représentation ne peut être détaché des activités dans lesquelles les acteurs sociaux sont engagés, il en résulte que les représentations sociales englobent et structurent des éléments cognitifs provenant des relations concrètes avec le contexte social. Les relations entre les individus ne sont pas « neutres », mais déterminées par leurs prises de position, engageant leur compétence d'action, acquise dans un certain contexte (social, psychologique, idéologique) et par l'intermédiaire d'une certaine activité. Bref, si l'on veut que l'individu adopte certains comportements et attitudes, il faut lui offrir simplement l'occasion d'apprendre certains schèmes cognitifs, de s'exercer dans des conditions inventées et parfaitement contrôlées. Il « apprendra » ainsi une certaine réalité et, ignorant toute alternative, il la considérera comme « objective », la seule réelle et compréhensible. Toute autre réalité rencontrée sera traitée par l'intermédiaire de son propre système de références, se situant en fonction de cette unique vision fonctionnaliste du monde (Abric, 1994). Il investira ses conduites d'un seul sens, s'adaptera, définira sa place en faisant appel uniquement aux acquisitions apprises dans ce contexte, comprendra la réalité et agira en fonction de cette « dot ». La réalité n'aura une signification que dans la mesure où elle touche l'individu. La représentation n'est donc pas un « reflet » de la réalité, mais une organisation en fonction des « circonstances » (contextes social et idéologique, caractéristiques de la situation, finalité immédiate). Si les membres partagent une « théorie » (peu importe la façon dont celle-ci leur a été inculquée), celle-ci a les caractéristiques d'un « prototype », d'un « type d'organisation », devient un « guide d'action », orientant les relations sociales et les actions des acteurs sociaux. Elle est un système de prédécodage de la réalité, parce qu'elle détermine un ensemble d'anticipations et d'attentes.

La signification des représentations sociales est déterminée par le contexte, en premier lieu, par la nature des conditions créées pour la production du discours et la formulation des idées et pour la découverte des nouvelles théories. Premièrement, le discours situé dans le temps et l'espace suppose des rapports concrets et des interactions. Deuxièmement, cette signification est définie par le champ idéologique et par la place qu'occupe l'individu ou le groupe dans le système social. En d'autres mots, le milieu culturel et idéologique et la façon de penser de la collectivité « ancrent » l'individu, le « modèlent » et le renvoient dans le monde. Dans un certain sens, l'individu, par sa « biographie », est le « prisonnier » de son milieu culturel et idéologique (Neculau, 1996).

Sur la manière dont l'idéologie agit et s'insinue, on peut consulter le témoignage de Marx dans *L'idéologie allemande*. Il cite clairement : la production d'idées, les représentations, la pensée, la conscience sont des émanations du comportement matériel. Les individus et leurs rapports sont placés comme dans une camera oscura,

dans laquelle les processus de leur existence historique s'impriment comme les objets sur la rétine. À son tour, Lénine a employé l'idéologie comme principal instrument de lutte contre ses adversaires: l'idéologie, écrit-il dans *Que faire?*, est un système d'idées et de théories que les protagonistes de la lutte de classe emploient dans leurs batailles. Un instrument utile, le cynisme de Lénine annonce les ravages de l'idéologie à la solde de divers groupes, au long de l'histoire de notre siècle, qui n'est pas forcément dépendant de la vérité des propos. Nous complétons cette vision marxiste de l'idéologie avec les observations d'Althusser dans son livre *Pour Marx*, les sociétés humaines secrètent l'idéologie comme élément et atmosphère indispensable à leur survie, à leur existence historique.

Que pourrait-on ajouter? Toute cette théorie et cette pratique de «l'idéologie à la solde du peuple» ont été élaborées dans un but utilitaire: combattre, vaincre, détruire et exterminer les ennemis situés de l'autre côté de la barricade pour justifier l'utilisation des méthodes peu catholiques employées lors de «l'armement idéologique» et pendant la lutte ultérieure, menée plus loin que l'idéologie et avec d'autres armes. Les idéologies représentent non seulement des jugements de valeur, mais aussi des actes symboliques. La justification de l'agressivité n'est pas difficile à déchiffrer.

Nous allons maintenant illustrer par la suite la manière dont l'élaboration des représentations sociales peut être conditionnée et dirigée. Notre hypothèse est la suivante: si le contexte socio-idéologique et institutionnel est contrôlé et orienté de manière ferme, tout en rejetant les idées et les formes de manifestation alternative, on crée les prémisses de formation des représentations sociales liées à cette réalité. Notre recherche s'est dirigée vers le découpage des modalités dont le contexte idéologique, en même temps que le contexte institutionnel, ont été construits pour atteindre le but proposé.

Il faut mentionner qu'on ne fera pas une distinction nette entre les deux types de contexte. Dans la pratique sociale, les institutions et les situations ont été le résultat d'une certaine «pensée sociale», elles ont parfois été créées ou restructurées à la suite d'un «commandement» idéologique.

Souvent, on ne fait pas une distinction nette entre individuel et social. Chez nous, le social a envahi l'individuel et il y a eu des individus qui ont décidé, volontairement, de l'évolution du social. L'ambiguïté de la présentation est due à l'ambiguïté de la réalité décrite.

2.1 CONTRÔLE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION

Après les changements de 1989, on a trouvé en Pologne un document très important, élaboré par la N.K.V.D. (anciennement K.G.B.), à l'usage de membres du réseau travaillant dans les pays satellites. Il a été publié, par la suite, en Hongrie, en Roumanie et dans les autres pays de l'Est. Le document, qualifié de «top secret», porte la date du 2 juin 1947 et a été élaboré à Moscou. Trois pages et 45 alinéas suffisent pour systématiser toute la philosophie de la prise totale du contrôle en économie, politique, armée, culture, vie sociale et enseignement (Buzatu, 1991). Les analystes ont constaté que, tout au long des 45 ans de communisme, ces instructions ont été scrupuleusement respectées, le résultat étant exactement celui prévu par les responsables de l'institution. Je cite in extenso l'article 35, très bonne illustration du ton employé et de la façon dont on a détourné le système éducatif, jusqu'à une date récente:

Il faut écarter des écoles élémentaires, mais surtout des lycées et des facultés, les professeurs jouissant de popularité. Leurs postes respectifs doivent être occupés par des individus nommés. Il faut analyser les différences entre les diverses matières d'études, réduire la quantité de matériel documentaire, arrêter l'enseignement, au lycée, du latin et du grec ancien, de la philosophie générale, de la logique et de la génétique. Dans l'enseignement de l'histoire, il ne faut pas mentionner quels sont les princes qui ont servi ou ont voulu servir le pays, mais insister sur la méchanceté des rois et sur la lutte du peuple opprimé. Dans les écoles de spécialité, il faut introduire la spécialisation limitée.

Ce paragraphe est complété par l'article n° 45, qui précise le système de recrutement des enseignants d'universités:

Il est nécessaire que les facultés soient peuplées par des membres provenant des plus basses catégories sociales, intéressés non pas par le perfectionnement à un haut niveau, mais alléchés par un diplôme.

Ces instructions ont été appliquées avec exactitude en Roumanie. Les disciplines qui formaient la pensée indépendante ont été expulsées des écoles, la culture humaniste a été dramatiquement limitée, il y avait des instructions précises pour la «politisation» des leçons (dans le sens du dénigrement de la «culture bourgeoise» et la mise en avant de la supériorité de la culture communiste), les manuels uniques étaient complètement subordonnés à la propagande de parti. On a écarté des facultés les professeurs de valeur. Les directeurs de conscience ont été complètement réduits au silence, voire même exterminés dans les prisons, la sélection se faisant, ensuite, sur la base des «dossiers de cadres», en vérifiant la pureté de l'origine sociale,

les seuls manuels autorisés étaient ceux traduits du russe, etc. Les résultats n'ont pas tardé à se montrer: comportement asservi et bureaucratique, dépersonnalisation des relations entre les acteurs sociaux, limitation ou annulation des initiatives individuelles et du comportement créateur. La mémorisation mécanique, le mimétisme et la reproduction impersonnelle sont devenus les seules «réponses» tolérées des étudiants. Un programme de dressage auquel personne ne pouvait résister. L'impact a été tellement fort, qu'après le changement de 1989, les professeurs manifestaient (manifestent encore) une forte résistance à l'innovation, repoussant toute initiative qui touchait au style paternel et bureaucratique profondément enraciné (Neculau et autres, 1995).

2.2 DÉRAPAGE DES DIRECTEURS DE CONSCIENCE

À côté des universitaires, les écrivains, les artistes et les hommes de culture ont été soumis aux mêmes pressions à l'uniformisation. Nombre d'entre eux sont entrés à la solde du nouveau pouvoir. D'autres ont résisté un certain temps.

La raison de la «trahison des clercs» n'est pas nouvelle. Il y a 70 ans, J. Benda accusait ses contemporains, savants, philosophes et ministres du culte, invoquant aussi des noms illustres de l'histoire de la culture (Dante, Petrarca, d'Aubigné), d'être devenus la proie des passions politiques, s'intégrant aux haines de race et de parti. J. Benda offre de nombreux exemples de clercs marqués par les caractéristiques de la passion politique, excellant par leurs excès, leur haine, leurs idées fixes, poursuivant des résultats immédiats, préoccupés uniquement par leur propre but, méprisant tous les arguments contraires. Au nom de «l'esprit de citoyen», la littérature de ces militants est pleine de mépris envers celui qui s'isole avec son art, se détachant des passions de la cité. Occupés aussi par les soucis du jour, l'esprit éveillé uniquement par les affaires du moment, s'engageant seulement dans les actions immédiates, ils ont trahi leur foi et leur rôle de directeurs de conscience. Leur action est d'autant plus nocive qu'au nom de leur auréole, ils ont la possibilité d'influencer le monde. J. Benda qualifie comme «traîtres» ceux qui se laissent prendre par des «passions réalistes» (de classe, de race, de nation), mais non pas ceux qui défendent, au prix de grands risques, les idéaux universels, servant «la justice abstraite» (c'est le cas de Gerson, de Spinoza, de Voltaire et de Zola). Celui qui accepte que ses passions déteignent sur son activité de clerc, celui qui fait le jeu des passions politiques et exalte le penchant vers le particulier, désapprouvant le sentiment de l'universel, s'inscrit dans le mouvement de «renversement des valeurs», voici la thèse de J. Benda. Il abdique à sa mission

lorsqu'il met à la solde des passions politiques sa sensibilité artistique, son pouvoir de conviction et son prestige moral.

A. Selejan est parti de l'exemple de J. Benda pour faire la radiographie des démissions morales de certains directeurs de conscience de la culture roumaine, immédiatement après l'instauration du pouvoir soviétique dans ce pays. Les actions «d'épuration» (de l'université, dans la presse, à l'Union des écrivains roumains), commencées en hâte et sans discernement, se sont placées sous le signe de la dialectique de la responsabilité et ont pris l'aspect bien connu d'une «chasse aux sorcières». Les tribuns du «nouvel ordre culturel», au nom des idéaux communistes et des «attentes des masses populaires», dénonçaient leurs confrères, sollicitant l'interdiction de la circulation de leurs idées, le «démasquage» public, la destruction de leur carrière. On demandait aux intellectuels de quitter leur «tour d'ivoire», de monter dans l'arène sociale, d'écrire une littérature «pour les masses». Les polémiques se déroulaient sous le signe de l'intolérance, de la haine, du mot qui détruit. Un futur sombre s'annonçait pour les écrivains qui ne se sont pas orientés à temps dans le sens du nouveau pouvoir. C'était le début de l'annexion de toute la culture à l'idéologie communiste. On employait des méthodes croisées d'attaque, allant du combat d'idées, dont certaines étaient étiquetées comme inadéquates à ce moment, jusqu'à la dénonciation grossière. Le résultat a été exactement celui escompté: certains écrivains ont été interdits, d'autres incarcérés, une partie a adhéré à la nouvelle idéologie, entrant dans le chœur des chanteurs d'hosannas. Lorsque des noms de poids de la littérature roumaine ont quitté leur indépendance et leur esprit critique, une faille s'est produite au sein du groupe.

La conséquence au plan socio-psychologique a été encore plus dramatique: les individus ont perdu l'espoir dans un retour à la normalité, on a cru au mythe de la voie à sens unique. L'effet dans la conscience publique a été dévastateur.

2.3 FORMATION DE LA NOUVELLE ÉLITE

Après la destruction de l'élite intellectuelle et des cadres de valeur qui appartenaient à l'ancien régime, les dirigeants communistes se sont rendus compte qu'ils avaient besoin d'une nouvelle élite qui puisse bâtir un autre type de société. En culture, en enseignement, en économie, etc., on ressentait le besoin d'un nouveau corps de spécialistes. Les premières expériences de désigner à des postes clés des individus complètement ignares (parfois presque analphabètes), mais dévoués au régime, se sont avérées improductives. Les «fils du peuple» devenus «cadres» ont fait la preuve d'une «compétence doctrinaire», et par la suite d'une compétence spécifique. L'appareil

administratif et économique était recruté en fonction de «l'origine sociale» (l'hagiographie officielle soulignait l'origine ouvrière des leaders politiques) et, au nom de la «lutte des classes», tous les enfants «d'exploiteurs» ou appartenant à la «classe bourgeoise» (qui regroupait, sans distinction, les petits commerçants, les intellectuels, les professions libérales; même le fils d'un instituteur de campagne était étiqueté comme «bourgeois») étaient empêchés dans leurs tentatives de poursuivre des études supérieures, notamment dans les facultés censées former de nouvelles idéologies (philosophie, histoire, droit, lettres). La loi de *numerus clausus* a agi de façon irréprochable, pendant les premières années, comme tactique de parti pour la sélection des individus dévoués et la «liquidation» des éventuels opposants. Les représentants de l'ancienne élite étaient dénoncés comme «réactionnaires», «renégats», «ennemis du peuple», et, au nom d'un discours politique volontariste, on leur opposait une nouvelle élite, issue obligatoirement de la classe ouvrière. La discrimination allait jusqu'à une claire distinction entre les «cadres» (de parti), appareil possédant la compétence idéologique et d'action, et les «intellectuels» (terme péjoratif, signalant des origines bourgeoises, appartenance à des idéologies non communistes). Les cadres avaient la mission de «militier» pour la politique du parti dans chaque secteur de l'activité publique, de créer la «conscience socialiste», le comportement valorisé étant paternaliste et autoritaire. Les cadres de parti géraient la «propagande» de parti, dirigeaient «l'enseignement idéologique» ou «de parti», surveillaient l'activité des spécialistes, organisaient les séances de «critique et autocritique», menaient les manifestations, les meetings, et faisaient preuve de «vigilance révolutionnaire» (Gheorghiu, 1992).

Les cadres de parti, future *nomenklatura*, étaient façonnés par l'École Supérieure de Parti, fondée après l'instauration du régime. Au début, après 1948, on formait ici, dans des courtes sessions de six mois, «les cadres nécessaires pour la lutte de parti sur le front idéologique». À partir de 1949, la formation durait deux ans et comportait deux spécialisations, la propagande et la presse. On recrutait des «militants» faisant preuve d'une formation idéologique certaine, de préférence d'anciens élèves d'une école de parti. Les élèves devenaient ensuite directeurs ou professeurs dans des écoles régionales de parti, rédacteurs dans la presse de parti et idéologique, professeurs et conférenciers dans les départements de sciences sociales des universités. À la fin de l'année 1950, plus de 40 000 personnes ont été ainsi «promues» dans des postes clés, après avoir suivi les cours de plusieurs écoles d'endoctrinement (Ioan, 1992). Ce processus s'est, par la suite, amplifié, multiplié, de sorte qu'aucun poste impliquant une responsabilité ne pouvait être occupé sans une préparation préalable dans une école de parti. Le système a connu d'innombrables «améliorations», s'est «modernisé» et a fixé des standards d'excellence (Ioan, 1995). L'essence de cette entreprise est restée la même: la formation

d'un corps de spécialistes en propagande et endoctrinement, capables de diriger et de conduire la formation de la nouvelle génération dans l'esprit du modèle fourni par le parti. Le rôle de l'Académie de parti «Stefan Gheorghiu», c'est le nom qu'a porté cette fabrique de nomenklatura pendant les dernières années du régime, était de recycler les élites, conformément à la volonté politique du parti. Pour la masse de salariés de n'importe quel domaine, et également pour les élèves et les étudiants, on organisait périodiquement (chaque mois, chaque semaine) des séances «d'enseignement de parti», réunions pendant lesquelles il fallait «débatte» (en réalité, approuver sans discernement) les dernières «vérités» émises par les «documents» de parti (discours, rapports, décisions, etc.). Personne ne pouvait se soustraire à ces réunions d'endoctrinement. Toute la population était soumise à «l'inoculation» idéologique.

2.4 EXPÉRIENCE PITESTI

Un cas, à part, de changement de la structure intérieure de la personnalité par la terreur est celui de la «rééducation» des étudiants détenus politiques dans la prison de Pitesti, au temps du communisme stalinien. Des collaborateurs recrutés parmi les étudiants détenus étaient employés par la suite comme instruments de «conviction», déterminant les autres à «s'auto démasquer». Les tortionnaires subissaient, dans un premier temps, l'opération de «rééducation». Ensuite, avec l'appui et la bénédiction de la prison, ils devaient assumer la responsabilité de convertir les autres. Les méthodes? La violence, d'inimaginables humiliations, physiques et psychiques, des punitions inhumaines, la délation, l'isolation. Le résultat? Un climat de méfiance et de suspicion, l'effondrement complet de la personnalité, une «modification» tellement radicale de «l'intériorité» que les individus soumis à «l'expérience» devenaient impossibles à reconnaître. On avait su instaurer, parmi les détenus, une peur ayant de telles proportions de tout et de tous, que la plupart des détenus n'ont pas réussi à se rétablir. En un mot, le but final était la destruction des valeurs intérieures de l'individu (Bacu, 1991).

La spécificité de cette «expérience», que l'on pourrait taxer de psychosociologie, est la procédure extrêmement élaborée, allant jusqu'à la dissolution de la personnalité des «ennemis du régime», transformés en des robots obéissants.

La torture, décrit V. Ierunca, ancien détenu politique, ce montage expérimental, constituait la clé de la réussite. Chaque phase supposait l'interruption régulière des confessions par des tortures. Quoiqu'on puisse dire ou inventer, Turcanu (le tortionnaire en chef) n'était jamais content.

On ne pouvait pas échapper à la torture. Tout ce qu'on pouvait faire était d'écourter la durée de la mutilation, en s'accusant des pires saletés.

Le processus comprenait quatre phases: la première était celle du «démasquage externe», qui devait finir par l'affirmation de fidélité envers le parti, le détenu étant obligé de démasquer toutes les relations qu'il avait eues et qu'il n'avait pas avouées au cours de l'enquête; la deuxième, «le démasquage interne», demandait au détenu de dénoncer tous ceux qui l'avaient aidé à résister à l'intérieur de la prison; «le démasquage moral en public», la troisième phase, était un pas de plus dans la voie de la destruction de la personnalité; le détenu devait fouler aux pieds tout ce qu'il avait de plus cher, sa femme, sa famille, ses amis, sa foi. Pendant la quatrième phase, reçu dans l'«Organisation des détenus aux convictions communistes», il devait faire la preuve de sa «rééducation», étant obligé de diriger le processus de rééducation de son meilleur ami.

Grâce à ces méthodes, tout ancien adversaire libéré de prison devenait incapable de manifester à nouveau une opposition, de préserver son individualité et son indépendance de pensée.

L'expérience Pitesti ne représente pas un cas à part, sans conséquences. Dans la Roumanie des deux premières décennies communistes, trois millions de personnes ont été arrêtées et approximativement 300 000 sont mortes en prison. Une proportion importante de la population du pays, sans compter la famille et les amis, a été réduite au silence et à la soumission, par la terreur primitive et «l'inoculation» d'une peur sans contrôle.

2.5 PSYCHOLOGIE DE LA FILE D'ATTENTE

Le motif de la file d'attente a dominé les conversations quotidiennes sous le régime communiste. Parmi les occupations des acteurs sociaux, la file d'attente (peu importe pourquoi: dans les magasins alimentaires, à la librairie, pour un livre attendu, dans les institutions publiques, pour solliciter un droit ou satisfaire un plaisir!) jouait un rôle important. Les participants à ce cérémonial social avaient acquis des comportements spécifiques d'adaptation; l'individu moyen ne pouvait pas imaginer l'acquisition d'un bien ou d'un service sans le rituel de la file d'attente.

Dans la société dont on s'occupe, la file d'attente est un symbole. C'est le symbole de l'alignement, de la transformation de l'individu en «insecte humain», du renoncement à l'individualité et de la perte dans l'anonymat.

En même temps, le phénomène de la file d'attente a développé des valeurs humaines insoupçonnables: des techniques de communication (téléphone arabe), la chaleur humaine, la solidarité instinctuelle grave.

Un exégète de ce phénomène de la société roumaine d'avant 1989 constate l'insuffisance des définitions des grands dictionnaires, leur caractère schématique (Sicoe, 1992). Son essai de description de la psychosociologie de la file d'attente, dans un registre ironique et faussement «scientifique», qui évite le pathétique, nous offre quelques repères dans l'analyse de ce phénomène: la physiologie de la file d'attente classe les exemplaires selon la grandeur (files d'attente anémiques, modérées ou abondantes), le degré d'ordre (file indienne, colonnes, foule), l'état d'esprit des participants (candeur, désespoir, folie, peur). La file d'attente induit des sentiments intenses, un esprit personnel, une culture spécifique (culture de l'anecdote), modifie l'attitude de la population victimisée, incite à la recherche du «bouc émissaire», toujours autre que le véritable responsable. Une «anatomie» de la file d'attente dévoile sa qualité d'«organisme vivant», les participants étant des «cellules» (les individus peuvent être osseux, musculaires ou lâches), les qualités du «cœur» et du «cerveau» de la file d'attente, le style de comportement des participants (l'avancement, l'emploi de la marge de manœuvre, la perpétuation de la file d'attente, sa reproduction, la queue comme symbole sexuel, étalant une tension à l'orgasme, et des sentiments comme la satisfaction de la réalisation, la frustration ou la frigidité). Toute file d'attente développe les qualités humaines des individus (une psychologie de vainqueur, un goût de parvenir, le repli sans espoir, l'agression directe et diplomatique, la solidarité de certains groupes comme «bandes d'agresseurs»). F. Sicoe va jusqu'à identifier des comportements spécifiques en fonction du type de tempérament: les colériques deviennent des leaders, des organisateurs et des tribuns; les mélancoliques sont des victimes par excellence, etc.

La file d'attente est un «petite société», elle reproduit les traits du contexte social au sens large. Elle est un forum, une cour, un parlement et un tribunal qui examinent les défections du système. Le tout est, cela va de soi, dans un style allusif, en employant des symboles spécifiques, par peur de la délation. C'est une occasion pour l'individu d'agir, de s'affirmer, d'(auto) confrontation, une forme de risque, un moyen de socialisation. Ceux qui ne font pas la queue (les profiteurs, les privilégiés, les «faiblards», les intellectuels) sont méprisés et marginalisés. Symbole de la crise et du déséquilibre, la file d'attente peut être aussi un facteur de réglage, imprimant le compromis ou la démission comme instruments de l'équilibre. La file d'attente à la roumaine a, de plus, des éléments de «spécificité nationale»: un degré élevé de désordre, un dérapage rapide vers la panique, un mépris pour le temps perdu, un caractère violent et un degré réduit de conscience.

En acceptant la file d'attente comme phénomène naturel, inévitable et normal, l'individu apprend des normes de comportement interne, se soumet à des règles et à des réglementations d'organisation sociale, avance des conduites sociales attendues, s'approprie des coutumes et des habitudes sociales qui l'unissent à une certaine hiérarchie de valeurs. Il fait donc l'objet d'un apprentissage social et d'une transmission sociale (Dubois, 1994). Il assimile les valeurs des événements normatifs et les utilise socialement, s'identifiant au système, acquérant les normes de conduite élaborées par le système. Pour survivre, il s'abandonne. Pour employer un terme cher aux sciences sociales de la période en question, il «s'intègre».

3. SUR LA MANIPULATION DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

La Roumanie moderne a eu une vie parlementaire de courte durée: depuis 1888, lorsqu'elle fut adoptée par la Constitution, jusqu'en 1938, et que débuta alors le régime totalitaire de Carol II. Jusqu'à la dictature communiste, il y eut trois dictatures qui se sont succédées:

1. Celle de Carol II, que l'on a déjà mentionnée (de février 1938 jusqu'à septembre 1940);
2. Celle d'Antonescu et de ses légionnaires (de septembre 1940 à janvier 1941);
3. Et l'antonescienne (de janvier 1941 à août 1944).

Après la guerre et à la suite de quelques tentatives de rétablissement de la démocratie, ce fut la dictature communiste qui suivit: la dictature stalinienne, à partir de 1948 et, dans la dernière période, celle de Ceausescu. Pendant longtemps, il n'y a eu ni vie parlementaire ni exercice démocratique. Trois ou quatre générations n'ont connu que des régimes totalitaires et ont dû «apprendre» l'art de la soumission, du compromis et du renoncement. Le changement enregistré en 1944 a produit un écart important, simultanément avec l'arrivée des troupes soviétiques. Il s'est produit alors un événement crucial. Une «nouvelle histoire» s'est installée, mais les acteurs sont restés dans l'expectative pour voir si l'événement était réversible ou non. Durant la période de 1945 à 1948, pendant trois années seulement, en Roumanie, pour certains groupes sociaux et physiques, il y eut un changement radical des conditions externes, politiques, sociales et économiques. Cependant, les changements comportementaux ne furent pas essentiels. Les modifications externes étaient perçues comme défavorables

aux groupes sociaux et l'on souhaitait le retour à la situation antérieure (on attendait l'aide occidentale, on espérait que les nouvelles autorités ne seraient pas à même d'inventer de nouvelles pratiques, etc.). La majorité de la population ne voulait pas coopérer. Les circonstances ont changé quand même, tandis que les anciennes pratiques n'étaient plus «légitimes». Chaque année, l'écart vis-à-vis de l'ancien État de la société devenait de plus en plus profond. Tour à tour, toutes les références importantes à «l'ancien régime» disparaissaient. De plus, on cessait d'attendre «l'arrivée des Américains». Une bonne partie de la population a commencé à percevoir cette situation comme étant irréversible. Ce segment social a été engagé dans une profonde activité cognitive de réorganisation des représentations sociales. Par rapport à ceux qui ont essayé de s'adapter au «nouveau», les réserves étaient encore importantes. L'incohérence de leur comportement et l'évolution contradictoire de la société encourageaient cet écart, en même temps qu'une attitude d'attente. Cependant, les nouvelles pratiques élaborées «à l'extérieur» et soutenues par les méthodes consacrées commençaient à s'imposer. Les acteurs sociaux qui opposaient de la résistance ont disparu ou ont été fortement «balayés». Les «adaptables» deviennent un groupe de plus en plus nombreux. Au moment où le régime commence à remporter des succès reconnus, la majorité de la population devient consciente que la solution est d'accepter les nouvelles «pratiques».

Le nouveau contexte exerce des pressions sur les groupes et sur chaque acteur social, les obligeant à reconsidérer les représentations sociales avec lesquelles ils opéraient jusqu'alors. Cela a causé des répercussions sur chaque individu, particulièrement dans le processus de développement de la personnalité de ceux qui se trouvent dans une période de formation. Le modèle marxiste du primat socio-historique sur le développement de l'individu s'applique parfaitement dans ce cas-ci: la spécificité sociale est transférée à l'individu. Lui, l'individu, n'est pas générateur de personnalité; il est seulement le porteur de l'essence produite dans un certain cadre socio-historique (Popescu-Neveanu, 1978). Par conséquent, la manière d'organiser le schéma mental, la structure de la pensée et l'orientation de la valeur de l'individu sont subordonnées à la «transformation historique», à la spécificité de la société. L'organisation et le fonctionnement du social se «reflètent» dans le développement de la personnalité, dans son style de représentation. Pour créer un nouveau modèle social, il suffit donc de faire sortir les modèles, les informations et les pratiques alternatives. Le nouvel «enseignement» est cohérent, explicite, simple, sans contradictions. C'est la seule transmission autorisée. Une fois acquis, il crée un système d'évaluation et une pratique sociale unitaire. Grâce aux techniques de persuasion adéquates, cet enseignement arrive à être partagé par les «grosses masses». Ces dernières l'utilisent comme une échelle de lecture du monde, du contexte social. Toute nouvelle information est traitée

en lui appliquant un moule. Si elle «correspond», elle est bonne. Si elle n'y s'intègre pas, elle est étrangère, «cosmopolite», hostile et défavorable. Nous avons obtenu de la sorte un modèle de personnalité créé conformément aux «besoins» du type de société (Neculau, 1999).

Après les changements produits en 1989, bien que l'on ait créé des nouvelles conditions sociales, politiques et économiques, un bon nombre d'acteurs sociaux ont répondu par une résistance inattendue aux pratiques récentes. Même après dix ans, ils opèrent avec des structures cognitives «appprises» pendant leur enfance ou leur adolescence. Ils traitent toute nouvelle information en utilisant l'appareil de décodage et d'interprétation qu'ils se sont construit durant la période de leur formation, et ils attendent toujours de voir si la situation est irréversible ou non.

RÉFÉRENCES

- ABRIC, J.-C. (éd.) (1994). Représentations sociales et pratiques, Paris, Presses Universitaires de France.
- ABRIC, J.-C. et C. GUIMELLI (éd.) (1998). Représentations sociales et effets de contexte, *Connexions*, 72 (2), p. 23-37.
- BACU, D. (1993). Pitesti. La Buchenwald se murea usor (Pitesti. À Buchenwald on mourait facilement), Bucuresti, Atlantida.
- BOTEZ, M. (1992). Românii despre ei însisi (Les Roumains sur eux-mêmes), Bucuresti, Litera.
- BUZATU, G. (1991). Razboiul mondial al spionilor (La guerre mondiale des espions), Iasi, B.A.I.
- DECONCHY, J.-P. (1989). Psychologie sociale. Croyances et idéologies, Paris, Méridiens Klincksieck.
- DOISE, W. (1990). Les représentations sociales. Dans G. BONNET, R. GHIGLIONE et J.-F. RICHARD. (éd.) *Psychologie cognitive*, vol. 3, Paris, Bordas.
- DOISE, W. (1992). L'ancrage dans les études sur les représentations sociales, *Bulletin de psychologie* XLV, 405, p. 189-195.
- DUBOIS, N. (1994). La norme d'internalité et le libéralisme, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- GHEORGHIU, M. D. (1992). Cadres et intellectuels. Notes sur le système d'enseignement et sur la structure du champ de pouvoir en Roumanie. Dans M. DE SAINT-MARTIN et M.D. GHEORGHIU (éds) *Les institutions de formation des cadres dirigeants. Étude comparée*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, Centre de sociologie européenne.
- GUIMELLI, C. (1999). La pensée sociale, Paris, Presses Universitaires de France.
- IERUNCA, V. (1996). Pitesti, laboratoire concentrationnaire (1949-1952), préface de F. Furet, Paris, Éditions Michalon.
- IOAN, M. (1992). Éléments pour une histoire sociale des institutions de formation des cadres en Roumanie (1946-1989). Dans M. DE SAINT-MARTIN et M.D. GHEORGHIU (éds) *Les institutions de formation des cadres dirigeants. Étude comparée*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, Centre de sociologie européenne.
- IOAN, M. (1995). Les caractéristiques sociales et scolaires du public d'une institution de formation de cadres dirigeants en Roumanie (1970-1989). Dans D. BROADY, M. DE SAINT MARTIN et M. PALME, *Les Élités. Formation, reconversion, internationalisation*, Paris, École de Hautes Études en Sciences Sociales.
- JODELET, D. (1984). Représentation sociale: phénomènes, concept et théorie. Dans S. MOSCOVICI, *Psychologie sociale*, Paris, Presses Universitaires de France.
- JODELET, D. (1989). *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France.
- MARKOVÁ, I. (1999). Sur la reconnaissance sociale, *Psychologie et société*, 1, p. 55-80.

- MOSCOVICI, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses Universitaires de France.
- MOSCOVICI, S. (1984). *Psychologie sociale*, Paris, Presses Universitaires de France.
- MOSCOVICI, S. et G. VIGNAUX (1994). Le concept de Themata. Dans C. GUIMELLI, *Structures et transformations des représentations sociales*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, p. 25.
- MUNGIU, A. (1995). *Românii dupa '89 (Les Roumains après 1989)*, Bucuresti, Humanitas.
- NECULAU, A. (1991). Roumanie: le changement difficile, *Connexions*, 58, p. 107-118.
- NECULAU, A. (ed.) (1995). *Reprezentările sociale (Les Représentations sociales)*, Bucuresti, Stiinta si tehnica.
- NECULAU, A. (ed.) (1996). *Psihologia socială. Aspecte contemporane (Psychologie sociale. Aspects contemporains)*, Préface de S. MOSCOVICI, Iasi, Polirom.
- NECULAU, A. (1998). L'«homme nouveau» et son comportement organisationnel. Dans *Psychologie du travail et transformation de la société*, Neuchâtel, Presses Académiques.
- NECULAU, A. (1998). Intervention et manipulation, *Connexions*, 71 (1), p. 187-205.
- NECULAU, A. (1999). *Memoria pierdută (La mémoire perdue)*, Iasi, Polirom.
- NECULAU, A. et autres (1995). Changement et résistance au changement dans le milieu universitaire roumain, *European Journal of Teacher Education*, 18 (2-3), p. 155-170.
- NITESCU, M. (1995). Sub zodia proletcultismului. *Dialectica puterii (Sous le signe du proletcultisme. La Dialectique du pouvoir)*, Bucuresti, Humanitas.
- POPESCU-NEVEANU, P. (1978). *Dictionar de psihologie (Dictionnaire de psychologie)*, Bucuresti, Albatros.
- ROUQUETTE, M.-L. (1996). Représentations et idéologie. Dans J.-C. DESCHAMPS et J.-L. BEAUVOIS (éds), *Des attitudes aux attributions*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- ROUQUETTE, M.-L. (1998). *La communication sociale*, Paris, Dunod.
- SELEJAN, A. (1992). *Tradarea intelectualilor (La trahison des clercs)*, Sibiu, Transpres.
- SELEJAN, A. (1993). *Reeducare si prigoana. România în timpul primului razboi cultural (Rééducation et ostracisme. La Roumanie pendant la première guerre culturelle)*, Sibiu, Transpres.
- SICOE, F. (1992). *Tratat asupra cozii (Traité sur la file d'attente)*, Bucuresti, Ed. Fundatiei Culturale Române.